

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1. Le Conservatoire numérique communément appelé le Cnum constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par [Eclydre](#).
2. Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :
 - la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue (Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - <https://cnum.cnam.fr>)
 - la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.
3. Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :
 - les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
4. Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)
5. L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.
6. Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE DE LA GRANDE MONOGRAPHIE	
Auteur(s) ou collectivité(s)	Auteur collectif
Auteur(s)	Auteur collectif
Titre	Conférences d'actualités économiques
Adresse	[Paris] : CNAM, 1934-1935
Collation	19 liasses
Nombre de volumes	19
Sujet(s)	Pensée politique et sociale Économie politique
Notice complète	https://calames.abes.fr/pub/cnam.aspx#details?id=Calames-20141110171124701
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?MS237_2CC10
LISTE DES VOLUMES	
	Les grands courants de la pensée sociale actuelle. l'inventaire du désarroi [28 décembre 1934]
	Le rôle des grandes places internationales [30 janvier 1935]
	L'État moderne et ses fonctions dans le désarroi actuel [13 février 1935]
	Les principes de la coopération [23 février 1935]
	Le rôle des grandes places internationale. Cinquième conférence [27 février 1935]
	Le placement des jeunes [27 février 1935]
VOLUME TÉLÉCHARGÉ	Confrontation des doctrines et des faits [1er mars 1935]
	Le problème monétaire et la crise [4 mars 1935]
	Le monde monétaire actuel et les mouvements récents des prix. Première conférence [6 mars 1935]
	Les faits essentiels et les principes de la vie économique aux États-Unis [12 mars 1935]
	[Les conditions actuelles de l'agriculture.] Le problème de la viande [14 mars 1935]
	La politique internationale [15 mars 1935]
	Les conditions actuelles de l'agriculture. Première conférence : Le divorce de l'usine et de la terre [20 mars 1935]
	La politique monétaire de la France. Première conférence [21 mars 1935]
	Les conditions actuelles de l'agriculture. Le problème de la viande. Troisième conférence [21 mars 1935]
	La réforme de l'État. Première conférence [27 mars 1935]
	Une idée et un exemple de 1848 : l'École d'administration [28 mars 1935]
	Le monde souffre d'un trouble de circulation. Première conférence [29 mars 1935]
	Les grandes transformations historiques et économiques des nations et des continents. Première conférence [8 mai 1935]

NOTICE DU VOLUME TÉLÉCHARGÉ	
Auteur(s) volume	Auteur collectif
Titre	Conférences d'actualités économiques
Volume	Confrontation des doctrines et des faits
Adresse	[Paris] : CNAM, 1935
Collation	1 liasse (20 f.) ; 31 cm

Nombre de vues	40
Cote	CNAM-BIB Ms 237 (7)
Sujet(s)	Économie politique Capitalisme
Thématique(s)	Économie & Travail Histoire du Cnam
Typologie	Ouvrage
Langue	Français
Date de mise en ligne	29/10/2026
Date de génération du PDF	29/10/2026
Recherche plein texte	Disponible
Notice complète	https://calames.abes.fr/pub/cnam.aspx#details?id=Calames-20152271725855211
Permalien	https://cnum.cnam.fr/redir?MS237.7

Ms 237 (7)
4° x 316

Conservatoire National des Arts et Métiers

CONFERENCES D'ACTUALITES ECONOMIQUES

Conférences de M. Daniel SERRUYS

CONFRONTATION DES DOCTRINES ET DES FAITS

Première Conférence

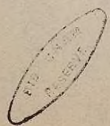
Sous la présidence de M. A. de Monzie

Vendredi 1^{er} Mars 1935

(Applaudissements)

M/ le PRESIDENT. - Mesdames et Messieurs, M. Serruys me permettra, avant qu'il n'ouvre la série des belles leçons qu'il a bien voulu nous promettre, de la saluer de mon amitié et de ma reconnaissance. Pour cette série de leçons, il n'était en vérité qu'un homme capable de donner au public du Conservatoire le grand enseignement que vous attendez, car nul autre que M. Serruys n'a rassemblé dans l'après-guerre une pareille somme d'expérience. Il a été, je puis le dire, le professeur d'économie politique de l'Europe ; il a enseigné l'économie nouvelle à la diplomatie ancienne. Il a connu les difficultés aussi, les risques d'une pareille entreprise.

Et maintenant, puisqu'il nous fait l'honneur, en professant au Conservatoire des Arts et Métiers, de revenir à son premier destin, à la réelle et très haute vocation professorale qui fut initialement la sienne, je tiens à dire que



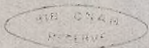
c'est pour nous un très grand honneur d'avoir ici, à cette tribune, non pas simplement le bénéfice de sa présence, mais le bénéfice de son expérience et de sa magnifique éloquence. Je le salue et lui passe la parole.

(applaudissements)

M. SERRUYS. - Mon cher Ministre et ami, vous avez interverti une fois de plus les rôles. C'était mon remerciement d'abord que je voulais vous apporter, non pas seulement pour l'amitié que me témoigne votre présence, mais surtout pour l'admirable initiative à laquelle vous voulez bien m'associer. Avec cette facilité que vous avez à escalader les idées et les conceptions humaines pour atteindre à leur sommet, avec ce courage, cette générosité que vous apportez à regarder, du haut où vous êtes arrivé, la plaine avec toutes ses luttes, ses détresses et ses angoisses, vous avez procédé au moment le plus opportun dans le devenir de l'économie actuelle à une vaste enquête et à une consciencieuse révision.

Cette révision s'impose. Il y a, Mesdames et Messieurs des époques heureuses, où les idées, sereinement délibérées, devancent et préparent les faits ; il y a d'autres époques où les faits bousculent les idées et les systèmes. Et dans ce cas là, il faut que l'homme se replie sur lui-même, tâche de faire le point de ses conceptions, de jauger ses idées, de réviser ses pratiques. S'il ne le fait pas, il s'attarde dans la plus dangereuse des euphories. C'est Retz, je crois, qui a dit : "les révolutions se produisent fatalement, lorsque les évolutions sont trop lentes". Il y a certaines méthodes de repère pour notre action et pour notre volonté que nous ne pouvons même plus maintenir.

Je causais ces jour-ci avec un homme qui, dans le courage de sa technique, trouve l'énergie de regarder non seulement tous les éléments de ses actions, mais jusqu'au éléments de sa pensée. Il me contait une aventure qui est symbolique de notre état actuel. Saint-Exupéry, dont vous avez peut-être lu le beau livre, venant un jour de traverser les Andes et le

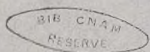


MS 237 (7)

Continent Sud-Américain arriva au bord de la mer ; il cherche à se repérer, voit des phares. Il voit trois lumières, il téléphone ou radiographie qu'il est désespéré, que ces trois lumières ne lui permettent pas de retrouver sa route. Il dit : "Eteignez !". Les phares éteignent, un seul reste allumé. Il va se précipiter dans une direction différente quand, tout à coup, il se souvient que la troisième lumière qui avait perdu pour conduire sa route toute efficacité était tout simplement la Croix du Sud.

Eh bien, c'est que le ciel ne conduit plus les avions et certaines théories anciennes ne conduisent plus les destinées économiques. Il y a des météores éteints et des planètes livides, comme disait le poète. Il faut rechercher de nouvelles lumières pour retrouver sa route et, par le moyen des phares, il faut tâcher de se reconnaître dans les doctrines. Les doctrines ont la vie longue parce qu'elles sont une sécurité fallacieuse pour ceux qui sont incapables d'adaptation. Je ne sais pas si vous vous souvenez de cet admirable exposé de Paul Valéry quand il montre les sociétés et les économies qui se reposent à l'abri de fiction qui, selon les systèmes des états et les éléments de la pratique quotidienne, les divisent et déjà les lézardent. Il va craquer, mais on continue à se reposer sur le plan clair que l'on connaît, sur la disposition que l'on pratique. Un beau jour l'édifice s'écroule. Il dit : "On n'a même pas eu le moment de la jouissance et de l'angoisse".

Eh bien, Messieurs, nous nous trouvons actuellement à un de ces moments. Et, en vous proposant d'étudier avec moi, ce que j'appellerais la confrontation des faits et des idées, c'est des faits que je voudrais partir, c'est eux qui sont les véritables critères de nos choix et de nos délibérations à l'heure actuelle. Partir d'un système et voir comment il se comporte, ce serait vain. Voir, en réalité, quels sont les faits d'aujourd'hui, les faits de l'âme comme ceux de l'action, je crois que c'est le grand enseignement, c'est la voie surtout par où nous pourrions aborder les réformes nécessaires de nos conceptions économiques. Je commencerais ce soir par ce qui, selon mon thème, est le principe de toute



MS 237(7)

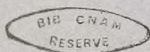
contemplation : l'homme.

Le rôle de l'individu dans la vie économique actuelle s'est complètement modifié. Pendant des siècles il avait été encadré dans des organisations qui comportaient pour lui des épreuves et des contraintes. Il avait, dans les corporations, les maîtrises, les jurandes, subi des retards, des embûches quelquefois, et toujours une limitation de sa liberté jusque dans l'accès au travail. Dans ce grand mouvement qui a déferlé sur l'Europe en venant de France, la première revendication a été la liberté au travail, la liberté au choix de l'activité et de la profession et lorsque Turgot a réalisé, à la fin du XVIII^e siècle, cette réforme, elle avait été réclamée depuis trois ou quatre générations. Et c'est sur cette notion du libéralisme, c'est-à-dire de la liberté de l'homme de choisir et de conduire son activité économique et de la liberté même, pour les nations, de pénétrer les unes chez les autres par leurs échanges, par leurs capitaux, par leurs établissements, c'est sur cette notion, sur cette conception que, depuis sept générations l'économie s'est fondée.

Ah ! Cela ne s'est point fait sans qu'il y eût, au moment de la conquête de cette liberté, quelques généreuses illusions et comme une espèce d'illumination de l'esprit. Nous la voyons dans Montesquieu, nous la voyons surtout dans Condorcet. Je voudrais vous lire une page de Condorcet où il exalte cette conception et vous verrez à quel espoir humain il atteint :

"Ce système du libéralisme, si simple, qui plaçait dans la jouissance d'une liberté indéfinie tous les plus sûrs encouragements du commerce et de l'industrie, qui délivrait les peuples du fléau destructeur et du joug humiliant de ces impôts répartis avec tant d'inégalité, pour y substituer une contribution juste et égale et presque insensible, cette théorie qui liait la véritable puissance et la richesse des états au bien être des individus et au respect de leurs droits, qui unissait par le lien d'une félicité commune les différentes classes entre lesquelles ces sociétés se divisent naturellement, cette idée si consolante de la fraternité du genre humain dont aucun intérêt national ne devait plus troubler la douce harmonie, ces principes séduisants par leur générosité

Ms 237 (7)



"par leur simplicité et leur étendue furent propagés avec enthousiasme par nos économistes français, leur succès fut moins profond, moins général que celui des philosophes. C'est qu'ils avaient besoin d'éclairer avant de détromper et d'instruire le bon sens avant de le prendre pour juge. Mais, s'ils n'ont pu faire à l'ensemble de leurs doctrines qu'un petit nombre de partisans, s'ils ont effrayé de la généralité de leurs maximes, de l'inflexibilité de leurs principes, s'ils ont nui eux-mêmes, quelquefois, à la bonté de leur cause en affectant un langage obscur et dogmatique en présentant une manière trop absolue et trop magistrale quelques portions de leur système qu'ils n'avaient point assez approfondi, du moins ils sont parvenus à rendre odieuse et méprisante cette politique lâche, astucieuse et corrompue qui plaçait la prospérité d'une nation dans l'appauvrissement de ses voisins, dans la vue étroite d'un régime prohibitif, dans les petites combinaisons d'une fiscalité tyrannique."

Messieurs, c'est l'hymne, c'est le lyrisme économique tel que nous le voyons au moment où la Révolution consacre l'oeuvre de l'Encyclopédie. La liberté de l'homme dans son action économique devait bientôt connaître une fois que Turgot avait aboli l'ancienne organisation, le désarroi d'une vie économique désorganisée. Les premières années de la Révolution française sont une atroce misère. Le travail interrompu par les luttes politiques, réduit par la restriction de la liberté individuelle, voilà la situation qui aboutit à des ateliers de secours, à l'organisation au début de la Révolution de travaux pour des gens qui ne savent plus dans quel atelier se rendre ; les entreprises sont interrompues, la main-d'oeuvre est vacante. Bientôt l'activité reprend, mais la richesse, les besoins, les moyens de correspondre changent et surtout il se produit une évolution qui fait que le libéralisme, au bout de vingt-cinq ans, au lieu d'avoir nivelé les différences sociales, comme l'espérait Condorcet, se trouve avoir créé une classe nouvelle : la bourgeoisie. On ne peut pas dire que ce fut une réussite. Les prudences des uns, l'audace spéculative des autres, les longues suggestions, les servitudes profiteuses, les initiatives brillantes, les coups de fortune, tout cela déplace la richesse et nous la



Ms 237(7)

trouvons bientôt aux mains d'une classe qui n'a d'autre cohésion que sa prospérité et l'accès progressif des pouvoirs.

Certes, elle a oublié ses origines, elle a pu, en dehors des cadres anciens entreprendre, organiser, produire, vendre. Ce fut la course, la lutte d'individu à individu car, si comme le dit Montesquieu, le commerce est la paix des peuples, c'est la rivalité des individus. Un déplacement des fortunes s'est fait. J'ai fait sur les origines de cette richesse, retrouvée par quelques-uns, par l'énumération même que je viens de vous présenter, toutes les réserves que je crois nécessaires. Mais, au point de vue humain, au point de vue spirituel, d'autres réserves seraient encore plus indispensables.

Le sens de l'individualisme, cette classe nouvelle l'a perdu. L'individualisme au point de vue valeur humaine était déjà une régression. L'individu, c'est une notion anonyme et égalitaire qui se substitue, et pour des besoins juridiques et politiques, à une notion singulièrement plus exigeante qui est celle de la personne. Ce que la Renaissance avait en somme créé : l'exaltation d'une personnalité à construire, d'une élite à atteindre, d'une progression au-delà de cette élite, cette progression humaine par l'effort architectural de l'être, ce choix de l'homme pour sa destinée, cela disparaît dans la notion de l'individu. L'individu, c'est un être interchangeable qui reçoit des garanties interchangeables, pour lesquelles la Société prévoit, sans distinction d'homme à homme, de personnalité à personnalité, les garanties communes. C'est si vous voulez une notion conformiste, substituée à une notion personnelle. Le conformisme n'est jamais un progrès ; mais, même ce conformisme, la bourgeoisie l'avait oublié. Et, quand on voit à cette époque de 1830 ce qu'est devenue la notion qu'exaltait Montesquieu et Condorcet on peut se rendre compte qu'elle ne subsiste plus que dans des singularités et dans un personnalisme romantique.

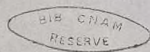
C'est l'époque où les hommes déplorablement conformistes dans leurs opinions les plus essentielles se distinguent

par leurs chevelures et leurs barbes, leurs amours ou leurs duels, leurs tailleurs ou leur anglomanie, la canne de M. de Balzac ou le gilet de M. Théophile Gautier ; le conformiste est lamentable, la notion de l'individu et de la personne a disparu, mais ce que la liberté avait pu produire alors qu'elle n'était pas organisée, que la collectivité n'avait plus sur elle aucun pouvoir d'orientation ni de doctrine, était réalisé : qu'est-ce qu'il en reste ?

La création d'un groupement nouveau des citoyens dans la collectivité et ce groupement devait, nécessairement amener ces réactions. Certes, la détresse avait déjà opposé à cet individualisme qui est l'essence même de ce qu'on appelle la doctrine libérale, la détresse avait déjà opposé des conceptions différentes. Nous avons vu Babeuf réclamer une mise en commun des richesses et Saint-Simon une mise en commun des activités. Nous avons eu, comme toujours dans ce peuple généreux, des réactions vers une conception constructive des rapports entre les êtres. Elle se continuera d'ailleurs, à travers tout le XIX^e siècle, et de Proudhon à Blanqui et de Blanqui à HJaurès et de Jaurès à Georges Sorel nous verrons se créer une doctrine de l'activité et des rapports économiques des masses. qui, elle, sera constructive, qui, elle, aura une âme. C'est peut-être cette âme qui a le plus manqué à un autre mouvement, également protestataire, à une réaction de la collectivité réclamant ses droits sur la base de la lutte des classes, du nivellement des fortunes, c'est-à-dire le marxisme. Réaction de l'homme contre les excès de la vie économique, réaction sociale conçue d'après les différents milieux de façon différente, mais il faut bien le dire, système d'opposition plutôt que de création.

Aujourd'hui, quand on parle de ces doctrines, on les recule peut-être plus loin dans l'histoire que ne le ~~font~~ mériteraient leurs dates, parce qu'elles ne correspondent plus aux formes nouvelles de cette activité dont j'aurai à vous entretenir ce soir. A côté des réactions sociales contre la théorie de l'individu, centre de la vie économique, il ya les réactions politiques. C'est en France qu'elles ont trouvé leur

MS 237 (7)



expression la plus motivée, la plus complexe. On peut dire que toute la thorie est, en somme, un ensemble de sauvegardes de contrôle et de garantie contre les excès de ce que l'on peut appeler le libéralisme économique. Cela a été montré sous des formes différentes, dans des ouvrages nouveaux, parmi lesquels je voudrais citer ceux de Siegfried, de Berl et de Jean Richard-Bloc. Ils ont très bien démontré quelle était la sentimentalité particulière à la France qui avait amené la collectivité française à s'opposer à l'excès de puissance, à l'excès de fortune, quelquefois à l'excès d'initiative que le libéralisme avait permis à certains, contre les garanties politiques ou contre les sécurités économiques de la nation.

C'est de cette réaction politique que naît l'opposition au monopole de fait, que naît, après la disparition des thèmes spirituels du radicalisme trop tôt réalisé - il y a un mot charmant de Briand qui disait "Il n'y a rien de dangereux pour un parti que de réaliser sa doctrine, après cela il n'en a plus" - un nouveau courant. Le radicalisme ayant réalisé peut-être trop tôt ses doctrines spirituelles a du prendre au marxisme certaines de ses préoccupations, notamment le nivellement des fortunes. Messieurs, aujourd'hui, les révolutions ne se font plus à coups de grenades, à coups de fusils : elles se font à coups de fiscalité.

La fiscalité française d'abord, apporta aux excès des volontés, les résultats du régime libéral, des limitations dont la nation entière devait soi-disant profiter. Puis, les organisations se créèrent, organisations qui devaient tempérer ces excès, qui devaient opposer à cette bourgeoisie créée à la à la faveur des débordements du libéralisme pendant les années de la Révolution et de l'Empire, qui devaient opposer en somme, des organisations syndicales. Là, se fut une longue lutte. L'admission dans la dignité des organisations françaises de la vie syndicale est une chose très récente, il y a à peine deux générations : on ne s'en souviendrait pas à voir leur puissance actuelle ! Je vous rappellerai seulement la lutte que Clemenceau, grand individualiste, poursuivait encore en 1906. Il n'était pas question alors de prendre les syndicats comme auxiliaires dans les représentations

Ms 237 (7)



françaises au cours des négociations internationales, ni de les prendre comme adjuvants, comme auxiliaires dans l'organisation de la nation.

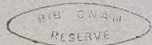
Voilà, en somme, comment le système politique français a été amené à s'opposer, soit pour des limitations, soit pour des répressions, en tout cas pour des garanties, à cette économie libérale qui avait, pendant des siècles, fait l'idéal français. Ces faits-là ne se produisent jamais sans que de nouvelles idées, de nouvelles idéologies se substituent aux anciennes, sans que de nouveaux sentiments naissent, sans que de nouvelles actions, que de nouvelles situations produisent de nouveaux systèmes. Mais il faut dire que des faits sont intervenus qui ont singulièrement facilité cette mise au point sur le plan spirituel des excès du libéralisme. C'est le développement d'une tendance qui, à l'heure actuelle est une préoccupation cardinale pour beaucoup d'esprits, dont il est encore impossible de prévoir ~~la~~ ce que la spiritualité française en pourra tirer, mais qui, tout de même, même dans ses premières manifestations marque un enrichissement de l'esprit, c'est ce qu'on a appelé l'unanimité.

Il a commencé par des manifestations de pure esthétique. Certains d'entre vous connaissent peut-être le charmant livre de Jules Romains intitulé " La vie unanime ". Ce sont des poèmes consacrés à certains sentiments, à certaines impressions. Il y a un vers sublime d'Eschyle qui dit :

"Il y a des régions de l'esprit et du coeur où l'on n'atteint jamais seul"

Il y a, en effet, des régions de la sensibilité d'un ne développe pas par ses seules forces l'individu. Il y a des résonances propres qui s'enrichissent à la vibration d'antennes ou d'inductions avec des collectivités, avec des masses. Ce sentiment de l'unanimité a été entretenu, d'ailleurs, par une certaine réhabilitation des forces instinctives de l'individu. La réhabilitation de cette vie instinctive a amené l'homme à s'isoler moins. Aujourd'hui, ce qui différencie mes fils de moi-même, c'est que leurs volontés ne sont plus modifiées par des systèmes d'idées, des jugements en filières, des raisonnements qui, à chaque étape s'écartent un peu plus de la réalité

Ms 237(7)



mais plutôt, par une résultante de parrallélogramme des forces de détermination prise par la comparaison des éléments où entrent des éléments instinctifs, des appréciations d'efficacité collective.

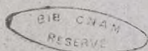
L'individu est donc amené, je ne dirai pas par le bergsonisme, mais par une certaine réhabilitation de la vie instinctive, à mieux comprendre ~~et~~ à établir les inductions nouvelles avec la pensée collective et, Messieurs, permettez-moi de vous le dire, les événements sont arrivés qui ont été là pour exalter cette forme de l'esprit. L'unanimisme de guerre, imposé par la détresse ou par la discipline, l'unanimisme des pays qui, au lendemain de la guerre avaient à créer leur unité dans des unanimités d'exaltation, de revendications, de défense, l'unanimisme de régimes nouveaux s'implantant soit par la propagation jusqu'à l'unanimité de certaines théories de gouvernement, comme en Italie, soit par la contagion de certains instincts, de certaines règles, de certaines rancunes, comme en Allemagne. La vie unanime s'est répandue, s'est justifiée et l'individu, dans son angoisse actuelle, a moins pensé à ses moyens propres, mais surtout, il y a été amené par une évolution purement économique celle-là, qui n'est plus ni sociale, ni politique, ni spirituelle, il y a été forcé par le développement même des faits.

La grande révolution dans l'économie actuelle c'est que l'homme est débordé. Les affaires sont trop grandes pour qu'elles soient productives, il faut que la production soit une production de masse, il faut que l'outillage soit un outillage puissant, il faut que les affaires se commandent et interdépendantes qu'elles sont, qu'elles s'interpénètrent les unes les autres. Elle est finie l'ère des rois du coton, du cuivre, de l'acier et du fer. Il y a encore un anachronisme qui rappelle l'époque paléontologique : c'est Ford, mais certains se cassent le cou à vouloir l'imiter. Aujourd'hui les affaires ont dépassé la taille de l'homme, dépassé ses conceptions, son énergie, quelquefois sa morale. C'est l'explication de l'effondrement de Stinnes, de Loewenstein, de Kruger, etc... L'homme est débordé, ses moyens aussi ne lui appartiennent plus complètement.

Le capitalisme, lui, a subi une évolution décisive : le capital est dépersonnalisé. Je me souviens d'une interruption assez intéressante que me fit Fritz-Simons, le grand industriel allemand à la Conférence mondiale de 1927. On discutait des possibilités d'organisation industrielle ; il me dit : "Dans votre pays vous avez encore un rare privilège : beaucoup de sociétés anonymes sont encore à base de dynasties" C'est-à-dire qu'il y a encore des hommes ou des familles qui possèdent la majorité du capital d'une affaire et qui peuvent la diriger, prendre des initiatives qu'il est bien plus difficile de prendre ou de contrôler lorsque le capital, toujours accru, est entre les mains du portier de l'hôtel, de l'instituteur ou de la vieille rentière. Le capital est dépersonnalisé surtout, de telle sorte que celui qui le possède n'a plus guère de regard sur les affaires. Autour des tables de conseils d'administration se trouvent, trop souvent, les banquiers qui ont émis les titres et qui ne les ont pas conservés ou des industriels qui ne pensent qu'à fournir l'outillage, qu'affaires nouvelles car toutes les affaires sont, désormais, destinées à essaimer. Ceux qui les dirigent constituent à l'heure actuelle une classe nouvelle. A l'heure actuelle, dans les affaires, les plus grands ne partent pas pour faire fortune, ils partent pour dominer l'affaire, ce qu'ils recherchent ce n'est pas la richesse, c'est l'influence. Les affaires sont dirigées par des technocrates.

Ce sont des hommes qui perfectionnent les affaires, qui investissent des capitaux considérables, qui arrivent souvent, sans souci du prix de revient, à une production qu'ils ne peuvent pas placer. S'il y a des bénéfices, eh bien, ils les affectent à de nouvelles affaires dont ils seront encore les administrateurs, les directeurs. Le capitalisme ainsi essaime et s'égaille et se perd dans les sables. Cette classe d'hommes a une ambition toute particulière : c'est de diriger des affaires, de manier de l'activité économique et de la manier d'une manière qui, les interposant entre ceux qui possèdent le capital et ceux qui, au fond, devraient organiser la technique, en font des espèces de négociateurs, de directeurs, de confesseurs, des différentes économies internationales. Leur princi-

Ms 237 (7)

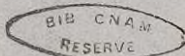


pale gloire c'est d'être experts dans les conférences des gouvernements, de se rencontrer dans des conciliabules internationaux, de diriger, de diriger et encore de diriger.

Cela dépersonnalise les affaires comme cela dépersonnalise le capital. Une autre cause d'atténuation du rôle de l'individu c'est que tout le monde a la clef de l'armoire aux sortilèges. L'armoire aux sortilèges s'est depuis quelque temps remplie d'une foule de découvertes scientifiques, de brevets nouveaux, de pratiques nouvelles. Georges Duhamel se rencontre avec M. Caillaux pour signaler que cette production continuelle d'articles nouveaux, l'institution d'industries toujours renouvelées et détruites avant d'être amorties, que cette espèce de déferlement du génie sur l'activité industrielle est un immense péril qui arrête et limite et quelquefois détruit les activités de l'individu. D'ailleurs, l'individu lui-même aujourd'hui se sent presque incapable d'entreprendre par ses propres forces. Lorsque je regarde la génération qui me suit, quelquefois j'éprouve une grande détresse ; je participe à ses fiertés, à ses frémissements haletants, à ses angoisses de renouvellement, mais en même temps je sens qu'elle est encadrée. Je connais des dizaines de jeunes gens qui passent leur vie entière dans des affaires qui ne sont pas les leurs, auxquelles ils ne seront jamais mêlés. La technicité aussi a restreint le rôle de l'individu.

Le salariat, la main-d'oeuvre a monté d'étage, a gagné bientôt jusque tout près de la direction, jusque tout près de ceux qui se réservent le regard général sur les affaires. Cela, ce sont les causes - je dirai techniques - d'une limitation du rôle de l'individu dans la vie économique. Mais, il y en a d'autres, il y a celles qui proviennent de ce que l'individu aujourd'hui doit penser à de nouvelles défenses auxquelles il est seul inapte. Il doit penser, dans son travail, à des conceptions associées, il doit prévoir des organisations sans lesquelles il serait la victime d'une collectivité souvent hostile : l'Etat dont les lois ne connaissent pour ainsi dire plus l'individu, où le fait collectif est presque toujours ignoré, ainsi que la responsabilité collective, même quand il s'agit d'un régime de société, ce sont encore des délits individuels, des responsabilités individuelles qu'on

Ms 237(7)

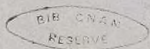


éprouve. Tout notre droit civil, tout notre droit pénal, tout notre droit commercial est fondé sur l'individu ; le fait collectif n'y apparaît pas. Et, en même temps, l'Etat, lui, ne connaît plus l'individu, ne veut plus le connaître. C'est le résultat d'une forme politique qui a été en s'exacerbant en France.

C'est d'une part le fait que les responsabilités sont étayées sur le nombre, que les initiatives des Gouvernements, du Parlement et de ce quatrième pouvoir, tellement amplifié, qu'est l'Administration, sont presque toujours à base de considérations électorales ou politiques. Mais, outre cela, il y a le fait que l'Etat ne veut plus connaître l'individu, parce que l'individu, c'est la compromission. L'Etat ne veut plus connaître que des associations, des syndicats, des collectivités. Pour obtenir d'une association qu'elle veuille bien s'occuper d'un cas urgent, il faut que ce cas fasse figure de cas type, qu'une proposition de loi semble représenter non pas un intérêt capital, mais un intérêt collectif. Il faut d'une façon générale que devant l'Etat, apparaisse l'individu encadré dans des organisations, avec lesquelles seules, l'Etat veut traiter. Où est le temps où, avec une superbe dont certains n'ont pas perdu le souvenir, un industriel faisait irruption au Ministère du Commerce et disait: "Monsieur le Ministre, lorsque des intérêts sont aussi considérables que les miens, ceux de l'Etat se confondent avec eux"! Evidemment il exagérait, mais aujourd'hui on exagère dans l'autre sens.

Si l'Etat ne veut plus connaître l'individu, par ailleurs, il est tout le temps appelé à son sauvetage et cela justifie précisément la répugnance qu'il a à le rencontrer. Lorsque une banque d'Alsace-Lorraine pousse le cri de S.O.S., cela coûte un milliard et lorsque la B.N.C. en fait autant, cela coûte deux milliards ; lorsque enfin, c'est la Transatlantique, c'est deux milliards également et lorsque ce sont les Assurances Sociales, cela coûte huit cents millions. L'économie privée, l'économie libérale apparaît pour l'Etat comme une grande machine dont il paie la casse. Plutôt que d'admettre une intervention a posteriori, il préfère prévenir,

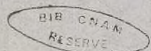
Ms 237 (7)



prémunir, empêcher. D'ailleurs ce n'est pas seulement pour la politique commerciale industrielle fiscale ou financière qu'il se trouve non plus devant des individus, mais devant des collectivités, c'est pour la gestion même des affaires, c'est pour leur création, c'est pour leur développement. Tout ce phénomène, quel est-il ? C'est un phénomène de concentration. Je vous disais que les affaires ont dépassé la taille de l'homme, mais il semble que ce soit un paradoxe de vouloir les y ramener. Il y a des conditions techniques, des conditions financières qui font qu'en réalité elles s'amalgament, elles s'unissent, elles s'associent, elles se fondent. Cela s'appelle les cartels, les trusts et l'homme disparaît, et la responsabilité de l'homme disparaît et son initiative s'englobe. Il y a des édifices, des superstructions de sociétés qui défient d'une part l'imagination de ceux qui les observent et la responsabilité de ceux qui les gèrent.

Il est presque impossible dans certains de ces symptômes pervers que nous voyons dans certains Etats, de savoir où se trouve, à quel degré on retrouvera la responsabilité où le capital s'est égaré, où la gestion réside. Voilà ce qui dépersonnalise, ce qui désindividualise l'économie, voilà où le libéralisme est étranglé par les faits. Il y a d'autres raisons pour lesquelles nous arrivons à reconnaître que l'individu est obligé d'avouer que son action isolée devient inefficace. Cette raison, c'est que de plus en plus les faits économiques apparaissent interdépendants à travers le monde et que les formes de la vie économique vont s'uniformisant. Dans son livre qui s'appelle "Regards sur le monde actuel", Paul Valéry a montré d'une façon dramatique l'uniformisation du monde où les mêmes techniques se sont répandues malgré la disparité essentielle des esprits, où les rapports entre les êtres se font sur plan qui n'a rien à voir avec les mobiles de leur conscience intérieure. Il y a une espèce de convention internationale liée à l'activité qui défie les systèmes personnels de la pensée. Ces interdépendances des faits montrent aussi à l'individu combien il est impuissant, lorsqu'il veut agir seul et défier ce qui est un courant général, ce qui est une conjoncture, ce qui est tout simplement l'action de certaines puissances qui s'exercent au loin.

Ms 237 (7)

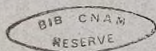


Je me trouvais il y a quelques mois à New-York, reçu par les cinquante ou soixante hommes qui dirigent l'économie américaine. Je leur disais : "Lorsque vous avez fondé cette association qui devait barrer les prix du blé, qui devait racheter tous les blés qui se présenteraient sur le marché canadien ou américain, vous avez suscité parmi les autres peuples des espoirs qui ont exalté toutes les agricultures et votre initiative créait la surproduction ailleurs. Et lorsque les capitaux nécessaires pour acheter tout ce blé qui se présentait du Canada, du Manitoba, et de l'Amérique sur toute sa surface, lorsque les capitaux ont fait défaut, lorsque le barrage des prix s'est effondré, lorsque, au lieu d'avoir ce nivellement facile et progressif qui se fait dans les vases communicants d'une économie rationnelle, vous avez permis que le flot passât et que le blé tombât tout à coup au tiers de sa valeur, vous avez créé une détresse mondiale ; et quand vous avez fait la même chose pour le coton, vous avez créé des catastrophes bien plus grandes en dehors de chez vous que chez vous-mêmes, puisqu'après tout il y a beaucoup plus de milliards investis dans les usines qui transforment le coton que dans les champs qui le produisent".

Ce sentiment de l'interdépendance, ce n'est pas seulement le producteur, ce n'est pas seulement le commerçant qui l'ont, c'est même le petit épargnant. Il ne sait plus, les affaires étant complètement dépersonnalisées, qu'il ne peut plus se fier à la compétence de celui qui les dirige et qu'il ne connaît pas, à la technicité d'une affaire dont il va acheter les titres, il ne sait pas où sont les intérêts : ils sont répandus sur le monde entier. Il ne sait pas non plus quelle est la valeur des hommes qui conduisent ces intérêts, il ne sait pas quelles sont les ententes, les accords qui, demain, feront la prospérité, ou les luttes qui amèneront la ruine. Il en est à chercher comme jadis on faisait avec les devins, des signes extérieurs, des signes prémonitoires qui s'appellent la conjoncture, ou des confidences qui s'appellent "le tuyau". Voilà le regard que l'individu a sur les affaires.

Messieurs, quand on est arrivé à cette situation, il faut bien se rendre compte qu'il y a des notions à vérifier et des responsabilités à définir. Renoncer à ce qu'ont été

Ms 237 (7)

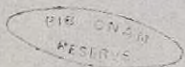


de tout temps les pays de l'Europe, pays issus d'une civilisation méditerranéenne où la personne humaine a été en somme le levier de toute activité, de toute intelligence. Renoncer dans ces pays à la conception de l'initiative, de la responsabilité individuelle, c'est un scandale ; et vouloir la perpétuer malgré les faits dont je viens de vous donner une image un peu discursive, c'est prendre une autre responsabilité parce que c'est par un système périmé défier l'avenir. A l'heure actuelle, le problème qui se pose n'est pas de savoir si on va renoncer à l'ancienne conception libérale qui exaltait la dignité du travail humain individuel. La question est de savoir dans quelles conditions cette ancienne conception pourra s'adapter à l'action actuelle et, permettez-moi de vous le dire, lorsque l'action n'a plus les directives de l'esprit, elle cesse d'être ce que Goethe disait : "L'action est la plus belle fête de l'homme". Mais l'action dans l'obscurité, l'action dans le tatonnement est sans joie et sans efficacité.

Il faudra demain que l'on tâche de discerner quels sont les droits et les devoirs de l'individu dans l'économie actuelle ; c'est un problème qui n'est pas seulement un problème d'éthique ou de morale, c'est un problème de législation de gouvernement, c'est un problème de diplomatie. Il faudra d'autre part quelles sont les formes d'association entre les êtres qui doivent prévaloir et ici nous nous trouvons devant des conceptions qui s'affrontent : la libre association qui prolonge la libre initiative de l'homme, le travail conjugué d'après des hypothèses personnelles, qui prolonge la volonté individuelle et le travail isolé. Ou, au contraire, des cadres concertés et, permettez-moi de vous le dire, le problème là encore se pose non pas comme un compromis de pensée, mais comme un compromis d'intérêts, comme un désaccord d'action qui, si le compromis n'intervient pas, peut engager la Nation entière.

Aujourd'hui, qu'il s'agisse de personne physique ou de personne morale, de l'individu ou de sociétés, nous ne pouvons plus concevoir qu'il n'y ait pas certaines limitations, certaines garanties, car précisément nous avons assisté à l'excès, au débordement de cet individualisme que tantôt Con-

Ms 237 (7)

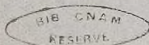


dorcet présentait comme l'orée de la prospérité humaine. C'est cet individualisme aussi bien des grandes sociétés que des individus entreprenants qui a amené ce désordre, ce déséquilibre de la production dont je voudrais vous donner quelques exemples que j'emprunterai à l'Amérique.

Voilà un pays qui a dû passer du coup du libéralisme intégral à l'étatisme intégral. Cet individualisme intégral est une des notions essentielles de la spiritualité anglo-saxonne. L'anti-trust Law, c'est-à-dire la loi contre les coalitions, empêchait la libre association des industriels, des commerçants, des ouvriers. La vie syndicale aux Etats-Unis n'existe pas. Faute d'avoir l'organisation concertée des individus, l'organisation a dû être imposée par l'Etat. Pourquoi ? Parce qu'il apparaissait au moment où la crise Hoover s'est prononcée que vraiment le bilan des initiatives individuelles et du libéralisme était une catastrophe; de 1925 à 1930, lorsque l'Amérique avait déjà, au cours de la Guerre, exalté toutes ses productions à la demande des Alliés, on a encore investi dans l'industrie américaine quatorze milliards de dollars or, c'est-à-dire près de trois cents milliards de francs pour des industries qui ne tourneront jamais, parce qu'il n'y a pas de pouvoir d'achat pour les rémunérer, parce qu'il n'y a pas de consommateurs, parce qu'elles sont pléthoriques. L'inflation de crédit avec une mystique entretenue d'une prospérité indéfinie a abouti à des résultats dont je vais vous donner seulement quelques échantillons : 35 milliards d'hypothèques, c'est-à-dire plus de 800 milliards de francs sur la propriété urbaine ; 8 milliards d'hypothèques sur la propriété agricole. Les initiatives financières comme celles-là sont aussi catastrophiques que les entreprises industrielles dont je parlais tout à l'heure, une nation en reste ébranlée. L'individu peut-il continuer à agir sans aucun égard pour la Nation ? La collectivité n'a-t-elle pas le droit, à un moment donné, de dire : organisons, tempérons ?

Voilà le problème. A l'heure actuelle opposer une doctrine libérale à l'idée d'un Etat dirigé, d'une économie dirigée, c'est chose vaine. Quelles sont les conceptions qu'on peut retenir du libéralisme ? Quelles sont les directions nécessaires à donner à une économie libérale ? Quel est le

Ms 237 (7)



rôle de l'individu isolé, celui des associations ? Quelles sont les garanties dont il les faut entourer ? Messieurs, ce sont autant de problèmes qu'il faut que nous nous posions.

Je crois vous avoir marqué ce soir que certaines évolutions étaient de l'ordre spirituel et en même temps de l'ordre matériel. Ce conflit de l'esprit avec les conditions de l'action est peut-être un des plus tragiques que nous ayons en ce moment. Il s'impose même aux esprits qu'on croirait le plus confinés dans la science abstraite. Il y a quelques jours, un homme qui n'a guère quitté les conceptions les plus transcendantes de la science, s'occupait exactement du problème dont je vous parle. Il disait : La détresse actuelle provient de ce qu'il faut trouver un compromis entre deux devoirs ; il y a le danger d'égoïsme qui compromet la solidarité et le danger de conformisme qui s'oppose au devoir de personnalité. Ni conformisme, ni égoïsme ; il me semble, disait-il, - et l'homme dont je parle, c'est Paul Langevin - il me semble qu'on peut retrouver là clartés nécessaires pour résoudre le problème des sociétés humaines, la recherche d'un équilibre heureux entre les droits de l'individu et ceux de la collectivité.

Messieurs, c'est tout le problème de l'économie actuelle. Nous verrons dans nos prochains entretiens, à la lumière des faits, ce qui reste non point d'une tendance générale, d'une donnée psychologique, d'un système de philosophie comme celui dont je vous ai parlé ce soir, mais nous aborderons d'abord le fait de l'organisation des collectivités, puis nous prendrons l'objet auquel elle se doit attacher et les méthodes qu'elle doit appliquer pour le régime des échanges et pour le régime des monnaies. Pour les éléments financiers et techniques de l'activité, nous verrons qu'à la lumière de ces faits nous pouvons discerner la naissance de certaines unités nouvelles et de certains groupements nouveaux qui commenteront la vie économique. Ces unités, ces groupements doivent se rejoindre, je ne dis pas dans un contrôle, ne préjugeons pas, mais dans une doctrine de l'Etat. La doctrine de l'Etat c'est peut-être ce dont nous manquons tous à l'heure actuelle. Nous en manquons en matière économique, nous en manquons en matière politique. De grands ébranlements se sont passés dans le monde

Ms 237 (7)

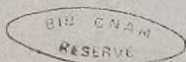


qui ont jeté un voile ou un doute sur ce qui était la sécurité des doctrines que les peuples avaient élaboré pour leur devenir politique.

Prenez l'Allemagne : dans une guerre affreuse et dans ce qui a été peut-être plus affreux encore au point de vue spirituel, six semaines de reniement et d'anarchie a vu s'effondrer cette Staatslehrer, cette relation des devoirs des individus avec les collectivités, avec l'Etat, que depuis Frédéric II et avec l'aide de nos philosophes elle avait édiflée jusqu'à ce qu'elle fut codifiée par la main de fer de Bismarck. Nous-mêmes, est-ce que nous oserions dire que nous n'avons pas à vérifier les conceptions essentielles de l'Etat ? Non, nous devons les voir au point de vue économique comme au point de vue politique.

Voilà le cadre dans lequel je tâcherai de vous fournir quelques faits et, à l'aide de ces faits, de mettre à l'épreuve quelques doctrines. La tâche que nous faisons n'est pas une tâche qui puisse être appelée négative. Elle n'est pas destructive. A l'heure actuelle, le devoir c'est la révision des données de la vie et des idées qui les synthétisent. C'est à une révision comme celle-là qu'un homme comme de Monzie s'est attaché depuis des années. Ferme attaché à certaines traditions, à certaines formes de vie, à certaines conceptions cardinales de la vie individuelle ou de la vie collective, il vous propose aujourd'hui dans ces conférences d'actualités économiques de faire ce que d'autres font dans le domaine de la pensée pure, c'est-à-dire comment les systèmes et les idées résistent aux faits et peuvent s'adapter à la vie de demain. Cette révision doit se faire non seulement en fonction des données de la science, mais en fonction de l'efficacité pratique. Ce sont les deux critères auxquels il faut soumettre la plupart de nos notions. Il y en a qui retardent. Je ne voudrais pas sortir trop de l'économie, mais enfin, pensez donc à ce que représente, pour ceux qui ont cru à un rationalisme un peu présomptueux, à la domination de l'intelligence sur le monde extérieur, à l'identité des lois de l'esprit avec celles de la nature, ce que représente la constatation que, ce qui apparaît quelquefois comme certain, c'est

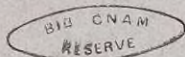
MS 237 (7)



que les lois de la nature ne sont pas celles de l'esprit et que l'imagination, la plupart du temps, ne peut pas les concevoir.

Je me trouvais il y a quelques semaines en rapport avec Einstein et je lui posais très indiscreètement le problème que voici : quand vous revenez de votre cabinet de travail, dans votre maison, est-ce que ce monde que vous avez entrevu d'une façon spéculative, est-ce que vous le rapportez dans votre vie quotidienne ? Est-ce que quelque chose vous reste de cette vue prestigieuse que vous avez eue sur un Univers qui n'est pas du tout conforme à celui de vos trois dimensions, à celui de votre vision, à celui de vos jeux, à celui de vos rêves ? Il me disait : "C'est le drame ; les notions ont dépassé l'état actuel des choses." Et il se retourna vers moi et ajouta : "Dans votre domaine, c'est le drame contraire, n'est-ce pas ? Ce sont les faits qui ont dépassé les notions." Messieurs, c'est là le point de départ de l'étude que nous ferons ensemble et pour laquelle je vous demande toute votre bienveillante attention.

(Vifs applaudissements)



Ms 237(7)

